

La Croix 16. nov. 1963

Kennedy n'a plus qu'un an pour sortir d'une passe difficile

Situation assez difficile pour le président Kennedy, dont la politique est parfois sévèrement jugée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et sa conférence de presse du jeudi comportait peu d'éléments satisfaisants pour lui.

La coexistence avec l'U. R. S. S. vient de recevoir un nouveau coup avec l'arrestation, par les Russes, du professeur Barghoorn. Elle risque d'avoir des conséquences très sérieuses sur

l'avenir des relations culturelles entre les deux pays, dit M. Kennedy.

Les relations entre les Etats-Unis et le bloc latino-américain, ne sont pas des meilleures. A la Conférence économique de Sao Paulo, les attaques se font pressantes contre la « dictature » de certains milieux yankee et les menaces de nationalisation de l'industrie pétrolière, en Argentine, au Pérou et ailleurs, inquiètent beaucoup Washington.

LES DÉCEPTIONS DU PAKISTAN ET DU CAMBODGE

L'Asie également est un sujet de soucis pour le gouvernement de Washington. Sans parler de la Chine et de ses mystérieux desseins, il y a le Sud-Vietnam pas plus stable aujourd'hui qu'avant le coup d'Etat sanglant du 1^{er} novembre.

Il y a aussi le Pakistan, qui se dit déçu par ses alliés occidentaux, déception que son président, le maréchal Ayub Khan, a affichée en assurant que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne l'avaient « acculé au pied du mur » en apportant une aide militaire massive à l'Inde.

Il y a encore le Cambodge qui semble se détacher de plus en plus de l'Occident, et dont le chef, le prince Norodom Sihanouk, vient d'annoncer qu'il renoncera, à partir du 1^{er} janvier prochain, à l'aide économique et militaire des Etats-Unis. Ce « virage à gauche » — l'expression est du prince Sihanouk — paraît inquiétant à M. Kennedy.

Mais ce n'est pas tout. Le président des Etats-Unis est ulcéré des difficultés qu'il rencontre au Sénat américain avec son programme d'aide à l'étranger, programme qui commande, en fait, toute sa politique étrangère. Non seulement les sénateurs lui marchandent les crédits demandés — pourtant inférieurs de 1 milliard de dollars par

rapport à l'année précédente, — mais ils veulent également lui dicter la manière de les distribuer.

Visiblement agacé, il a dit aux journalistes à ce sujet : « S'il y a des échecs au Moyen-Orient, en Amérique latine, au Sud-Vietnam ou au Laos, ce n'est pas d'habitude à un sénateur que l'on en fait supporter la responsabilité, mais à l'administration et au président des Etats-Unis. »

Enfin, la campagne électorale étant pratiquement ouverte pour l'élection présidentielle de novembre 1964, le président Kennedy se voit attaqué sur l'ensemble de sa politique par ses futurs adversaires républicains et même par certains milieux démocrates. M. Rockefeller, le gouverneur de l'Etat de New York, vient, justement, de lui reprocher de se rapprocher de l'U. R. S. S., mais de s'éloigner de ses alliés de l'O. T. A. N. L'allusion à la querelle atlantique est visible.

Tout indique que l'heure des règlements de compte est venue pour M. Kennedy. Il lui reste, en fait, peu de temps pour remonter un courant pour l'heure assez défavorable.

François ROUSSEL